

PRÉFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
Bureau de l'Urbanisme et de l'Environnement

Digne-les-Bains, le 3 janvier 2005

**ARRETE PREFECTORAL n°2005-07**

**Fixant une valeur limite de concentration en mercure en sortie d'atelier d'électrolyse  
de l'usine ATOFINA à SAINT AUBAN**

**Le Préfet des Alpes de Haute Provence,**  
Chevalier de l'ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée par le livre V du Code de l'Environnement ;

VU la décision 93/351/CEE de la Commission des Communautés Européenne fixant des méthodes d'analyses, des plans d'échantillonnage et des niveaux à respecter pour le mercure dans les produits de la pêche ;

VU les différents arrêtés préfectoraux réglementant l'usine ATOFINA de SAINT AUBAN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85.89 du 21 janvier 1985 modifiant l'arrêté préfectoral n° 77-2622 du 12 juillet 1977 relatif aux eaux résiduaires de l'usine ATOFINA de SAINT-AUBAN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-1334 du 10 juin 2003 modifiant l'arrêté préfectoral n° 85-89 du 11 janvier 1985 ;

VU le courrier en date du 21 janvier 2002 par lequel le directeur de l'usine ATOFINA de SAINT-AUBAN informe l'inspection des Installations Classées du plan d'actions triennal établi en application de l'arrêté préfectoral n° 2001-2412 du 2 octobre 2001 ;

VU les résultats d'une campagne de mesures des concentrations en substances PTB (Persistances Toxiques et bio accumulables) dans la chair des poissons prélevés en Durance en juin 2004.

**CONSIDÉRANT** que cette campagne de mesures met en évidence une concentration en mercure dans la chair des poissons prélevés en aval de l'usine ATOFINA de SAINT-AUBAN supérieure à la valeur limite définie à l'article 2 de la décision 93/351/CEE ;

**CONSIDÉRANT** qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article 511.1 du Code de l'Environnement, il est nécessaire de fixer une valeur limite de concentration en mercure des effluents mercuriels applicable en sortie d'atelier d'électrolyse ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 août 2004 ;

VU l'avis du conseil départemental d'Hygiène du 16 novembre 2004 ;

SUR proposition de M. Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute Provence ;

## ARRETE

### ARTICLE 1.

Les prescriptions techniques fixées par l'arrêté préfectoral n° 2003-1334 du 10 juin 2003 relatif aux eaux résiduaires de l'usine ATOFINA de SAINT-AUBAN sont complétées par les prescriptions suivantes.

Les effluents mercuriels provenant des opérations de débatissage des filtres « Kelly » situés sur le circuit saumur de l'atelier électrolyse subiront un traitement en sortie immédiate d'atelier électrolyse.

Au plus tard au 1er janvier 2006, ces effluents après traitement et avant envoi à la station physico-chimique de l'usine respecteront la valeur limite suivante : concentration maximale en mercure : 0,05 mg/l

Les boues issues de cette opération de traitement seront considérées comme des déchets industriels spéciaux et seront éliminées dans des installations dûment autorisées à les recevoir.

### ARTICLE 2.

La surveillance de la qualité des rejets de l'usine de SAINT-AUBAN, prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 96-1990 du 17 septembre 1996, sera complétée à compter du 1<sup>er</sup> février 2005, par la mesure journalière de la concentration en mercure de l'effluent provenant des opérations de débatissage des filtres « Kelly » situés sur le circuit saumure de l'atelier d'électrolyse, après traitement et avant son envoi à la station physico-chimique de l'usine.

La mesure de la concentration en mercure de cet effluent pourra se faire au point d'échantillonnage « Aquamax » en sortie de l'atelier d'électrolyse.

Les résultats seront transmis mensuellement à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires de l'exploitant.


### ARTICLE 3.

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le directeur de l'usine ATOFINA de Saint-Auban transmettra à l'inspection des Installations classées, une étude technico-économique en vue de réduire le risque de rejet accidentel de mercure hors de l'atelier d'électrolyse.

Cette étude sera accompagnée d'une proposition d'échéancier de mise en œuvre de solutions visant à réduire ce risque de rejet accidentel.

### ARTICLE 4.

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes de Haute-Provence, l'Inspecteur des installations classées – Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et le Directeur de l'usine ATOFINA de Saint-Auban sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

  
Le Préfet  
Jacques MILLON